
source de revenus plus importante et moins précaire pour la majorité des pauvres, autrement dit pour les petits agriculteurs des pays en développement.

L'AVENIR DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE PASSE PAR LES PETITS AGRICULTEURS

7. Ce n'est pas un hasard si l'une des trois tables rondes de la session portera sur la question des investissements en faveur des petits exploitants. Ces derniers sont la clé de la sécurité alimentaire: sans eux, on ne pourra pas nourrir le monde.

8. Nous devons, en apportant un soutien aux petits exploitants, réaffirmer avec force notre volonté d'éliminer la pauvreté et la faim.

9. On compte actuellement 1,4 milliard de personnes démunies dans le monde. Environ 70 pour cent d'entre elles vivent dans les zones rurales des pays en développement. La plupart d'entre elles dépendent de la petite agriculture pour leurs moyens de subsistance. Si on améliore leur capacité à se nourrir elles-mêmes, on améliorera leur capacité à nourrir les autres. Si on améliore leur capacité à produire des revenus, on créera de nouveaux consommateurs et des économies plus solides.

IL FAUT ÉTABLIR DES LIENS ENTRE L'AGRICULTURE ET LES MARCHÉS

10. À partir du moment où on a décidé d'apporter un soutien aux petits agriculteurs et d'améliorer la sécurité alimentaire, il faut réfléchir à la manière d'établir des liens entre la petite agriculture et des marchés qui fonctionnent mieux.

11. Quelle que soit son échelle, l'agriculture est une activité économique, une exploitation agricole est une entreprise. Par conséquent, pour réussir, elle a besoin que chaque étape de la chaîne de valeur, soit clairement établie – production, transformation, commercialisation, consommation.

12. Nous devons aussi réfléchir aux moyens d'améliorer la qualité, la transformation, le stockage et la commercialisation des denrées alimentaires afin de réduire les pertes et le gaspillage.

13. En rendant les chaînes de valeur plus efficaces et en réduisant les pertes, nous pouvons améliorer la sécurité alimentaire de tous, en particulier celle des petits agriculteurs et des consommateurs pauvres des villes.

LA GESTION DES RISQUES

14. Il faut aider les petits agriculteurs à gérer les nombreux risques auxquels ils doivent faire face pour leur permettre d'améliorer leurs rendements. Quand on vit avec 1,25 USD par jour, planter une nouvelle semence qui offre de meilleurs rendements, ou faire pousser une culture potentiellement plus lucrative, représente trop souvent un risque qu'on ne peut se permettre.

15. Les pauvres ont moins de moyens à disposition pour gérer les risques, ce qui freine souvent leur esprit d'entreprise. Or, dès l'instant où une famille ne craint plus de se trouver en manque, elle peut diversifier ses cultures et en vendre une partie au marché.

16. Lorsque le taux d'intérêt est de 10 pour cent, et même de 20 pour cent, au lieu de 200, les agriculteurs peuvent investir dans des engrais ou du matériel agricole. Si une agricultrice a un contrat sûr avec un acheteur crédible, elle prendra le temps d'améliorer la qualité de son produit.

17. Pour répondre aux besoins croissants d'un monde qui a faim, il faut que l'agriculture permette à ceux qui s'engagent dans ce secteur de vivre décemment et qu'elle offre des perspectives car, de plus en plus, l'agriculture ne sera qu'un débouché parmi bien d'autres pour les populations rurales.

18. Ce n'est pas une menace pour l'agriculture. C'est une chance qui nous est offerte de développer une économie rurale plus moderne et plus diversifiée.

LES JEUNES SONT L'AVENIR DE L'AGRICULTURE

19. Nous devons mettre plus particulièrement l'accent sur les jeunes. On estime que la production de denrées alimentaires dans les pays en développement devra doubler d'ici à 2050 pour satisfaire la demande. Il faut donc que les jeunes d'aujourd'hui deviennent les agriculteurs de demain.

20. Mais à l'heure actuelle, trop de communautés rurales voient leurs jeunes partir. Elles offrent peu de possibilités d'emplois, que ce soit dans l'agriculture ou dans d'autres secteurs. Les revenus sont bas. Les conditions de vie peuvent être difficiles, sans électricité et sans accès facile à de l'eau propre.

21. Il n'est guère surprenant que les jeunes fuient pour aller chercher du travail dans les villes ou à l'étranger. Certains y arrivent, mais bien trop voient leur rêve se briser et faire place à une déception amère, avec au rendez-vous la pauvreté et un désarroi plus grand.

22. Nous pouvons endiguer cet exode en créant des économies rurales dynamiques offrant un vaste éventail d'emplois, où les jeunes puissent faire leur vie et investir là où ils habitent.

23. Il faut les aider de manière à ce qu'ils utilisent des techniques nouvelles qui permettent d'atténuer les effets du changement climatique et de s'y adapter. Il faut pour cela des systèmes financiers solides et très accessibles dans les zones rurales, ainsi que de meilleures infrastructures et de meilleurs services sociaux. Il faut aussi une réglementation, un cadre d'action et des partenariats public/privé qui aillent dans ce sens.

24. Il faut aussi que les petits exploitants et les organisations au sein desquelles ils sont réunis participent à l'élaboration des politiques dans tous les domaines pertinents. On ne dira jamais assez combien il importe d'avoir de bonnes politiques et de faire en sorte que le plus grand nombre participe aux décisions.

LE RÔLE DU CSA

25. Le CSA réformé est la seule tribune mondiale où l'on peut aborder toutes ces questions avec la participation de l'ensemble des parties prenantes: autorités nationales, organisations paysannes, organisations non gouvernementales, secteur privé, institutions financières internationales et organisations des Nations Unies dont le siège est à Rome. Nous travaillons de concert et de façon cohérente comme jamais auparavant.

26. Nous bénéficions de l'appui d'un groupe d'experts de haut niveau qui travaille sous la houlette de M. Swaminathan.

27. Mais le groupe d'experts et les trois organismes de Rome ne suffiront pas à la réussite du CSA. L'ensemble de ses membres doit jouer un rôle.

28. Je tiens à encourager les délégués, qui y ont travaillé si dur, à mettre la touche finale aux directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres et aux autres ressources naturelles. Le FIDA a contribué à leur élaboration et entend soutenir les gouvernements dans leur mise en œuvre. Il est indispensable de conclure rapidement les négociations pour venir en aide aux petits agriculteurs et montrer que le CSA réformé est capable de travailler efficacement.

29. Mesdames et Messieurs, chers collègues, je vous souhaite une semaine fructueuse et intéressante, et j'attends avec un grand intérêt les résultats de la trente-septième session du CSA. Je vous remercie.